

RÉFLEXIONS SUR LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DU PRINTEMPS 2026

Le discours de présentation de la mise à jour économique du printemps 2026 se termine par la phrase « Vive le Canada ! ». Ce ton s'inscrit dans la vague nationaliste au Canada et répond aux craintes les plus profondes, exprimées ou non, des Canadiens : le sentiment d'insignifiance, l'insécurité, et l'incertitude. À première vue, cette mise à jour budgétaire apparaît comme confiante, défensive et pertinente — et, elle l'est effectivement à bien des égards.

« *Un Canada qui n'est pas seulement pour certains, la plupart du temps, mais pour tous, en tout temps* » (traduit de l'anglais) est également mentionné sur la première page de la mise à jour. Cette citation nous a amenés à nous demander s'il s'agissait vraiment d'un Canada pour tous. Ou est-il peut-être plus juste de dire :

Un Canada pour tous, sauf pour les centaines de milliers de Canadiens incarcérés.

Un Canada pour tous, sauf pour les enfants et les familles des personnes criminalisées.

Cette mise à jour budgétaire mentionne le mot *criminel* 16 fois, et le mot *justice* seulement 7 fois. Le terme *santé mentale* a été mentionné 4 fois. La *sécurité publique* a été mentionnée 3 fois, et le mot *dépendance*, une seule fois. Les mots *prison*, *réinsertion* ou *incarcération* n'ont pas été mentionnés du tout.

La seule mesure visant à aider les personnes ayant purgé une peine d'emprisonnement au Canada à se réinsérer en tant que citoyens respectueux des lois consiste en une prolongation de deux ans du financement des programmes d'aide à la suspension du casier judiciaire (une mesure soutenue par de nombreuses associations Elizabeth Fry à travers le pays qui fournissent ces services). En revanche, des fonds abondants sont alloués au renforcement des technologies de sécurité dans les prisons fédérales et aux frontières, grâce à une augmentation du financement accordé tant au Service correctionnel du Canada qu'à l'Agence des services frontaliers du Canada. Cette mise à jour renforce également la présence sécuritaire dans nos communautés en créant le Fonds pour la sécurité communautaire, qui affirme que la sécurité communautaire passe par une présence sécuritaire accrue afin que « *tous les Canadiens puissent se sentir en sécurité* ».

Si ce n'était qu'une supposition auparavant, on peut désormais affirmer avec certitude que l'incarcération et les dépendances sont devenues les sujets qu'on aborde pas en tant que société.

Avons-nous vraiment décidé que la solution à nos problèmes sociaux de plus en plus complexes réside dans un système carcéral vaste, coûteux et dysfonctionnel dont personne ne parle ?

La réinsertion a été totalement omise des débats et des priorités en matière de sécurité publique. Des années 1950 jusqu'au début des années 2000, le Canada a maintenu des engagements financiers clairement définis en faveur du principe de réinsertion de notre système pénitentiaire. Aujourd'hui, peu d'éléments indiquent que cette priorité soit toujours

d'actualité. Probablement en raison de la *première période* très médiatisée de « répression de la criminalité » menée par les conservateurs de Stephen Harper, suivie par les libéraux de Trudeau qui ont ensuite fait preuve d'une inaction largement silencieuse face à cette institution fondamentale et aux problèmes qui y sont associés. Toutefois, l'administration du système carcéral canadien est uniquement la responsabilité du gouvernement fédéral. Son fonctionnement a un coût énorme, tant direct qu'indirect.

Dans notre secteur, les réunions avec le gouvernement sont toujours teintées d'un ton qui sous-entend que « *si seulement le grand public en savait davantage* » sur les problèmes dans les prisons, ceux-ci seraient plus faciles à résoudre. On nous dit que promouvoir de bonnes politiques concernant le système carcéral canadien est une manœuvre politique risquée. Pourtant, la sécurité publique n'est présentée au grand public qu'à travers des messages défensifs. La sécurité publique est présentée comme un moyen de protéger les Canadiens — comment protéger les Canadiens des Canadiens. La sécurité publique est rarement, voire jamais, décrite en termes de satisfaction des besoins fondamentaux des personnes ou de traitement des conditions structurelles qui causent du tort, plutôt que de s'appuyer sur la surveillance, l'incarcération et la punition après l'infraction.

Un tout petit investissement budgétaire fédéral — le programme de subventions et de contributions aux organisations bénévoles nationales, qui finance les organismes œuvrant pour la sécurité publique au sein des communautés — est en passe d'être épuisé, sans qu'aucun signe de reconstitution des fonds. Il n'en est pas fait mention dans la mise à jour du printemps, tout comme dans le budget complet de l'automne. Au total, cela représente environ un million de dollars par an pour soutenir le plus grand secteur d'ONG du Canada qui vient en aide aux personnes incarcérées et à celles qui sortent de prison. Comparez cela aux milliards dépensés chaque année pour les prisons fédérales.

Notre secteur rencontre les visages de l'incarcération au Canada et y répond. Il s'agit d'une responsabilité que le gouvernement nous a délégués — à un secteur sous-financé et dont le financement est maintenant remis en question.

Abordons cette question non seulement pour ses répercussions sur notre secteur, ou pour les dommages qui se produisent actuellement dans le système carcéral, mais aussi, plus largement, en tant que société. Que signifie abandonner les engagements en matière de réinsertion ? Que signifie croire en les Canadiens, à l'exception de ceux qui ne sont pas issus de familles aisées ? À l'exception de ceux qui ont grandi dans des familles d'accueil, des foyers collectifs, des motels, des refuges et des prisons au Canada — comme c'est le cas pour plusieurs. Sans parler du fait qu'environ 50 % des femmes incarcérées continuent d'être autochtones, une réalité qui est devenue le cœur de notre silence nationale.

D'un point de vue symbolique — mais avec des conséquences très concrètes —, qu'est-ce que le pays est devenu si nous sommes si mal à l'aise à l'idée d'aborder les questions liées à l'incarcération que nous ne pouvons même pas les mentionner dans un document financier fondamental ? Le malaise que les Canadiens ont développé à l'idée de parler des prisons représente une menace réelle et imminente. Ce n'est pas seulement hypocrite, c'est aussi une voie risquée à emprunter.

Une ligne de la mise à jour budgétaire indique : « *Dans un monde incertain, le Canada se concentre sur ce qu'il peut contrôler.* » (traduit de l'anglais)

Eh bien, le Canada, à une époque où le fossé grandissant entre les riches et les pauvres est visible par tous, nous **pouvons** contrôler notre système carcéral, et nous **pouvons** venir en aide aux innombrables personnes sans abri qui souffrent d'une dépendance active dans nos rues — et qui courent un risque imminent de criminalisation, si elles ne l'ont pas déjà été.

Alors peut-être qu'au lieu d'utiliser la mise à jour budgétaire du printemps pour proposer des modifications à la Loi sur la Société canadienne des postes afin de fouiller et de saisir le courrier, nous aurions pu nous concentrer sur la fin de la tragédie de la surreprésentation des personnes Autochtones dans nos systèmes pénitentiaires, ou sur la reconnaissance du fait qu'une cellule et une vie d'exclusion de la participation économique ne sont peut-être pas les solutions dont notre pays a besoin en ce moment.